

Flash ISP 06-2004

>>> PSI@lb.bcentral.com 04/16 11:54 >>>

- Les syndicats unis contre la privatisation en Thaï lande
- 28 avril : Un travail sûr et sain pour tous
- La législation du travail - La réalité
- Secteur public = Pas de politique ?
- Déclaration du groupement "Global Unions" pour les réunions de printemps des Institutions financières internationales (IFI)
- Visitez le nouveau site du Réseau de recherche Global Unions
- Les OGM et la biodiversité

LES SYNDICATS UNIS CONTRE LA PRIVATISATION EN THAÏ LANDE

En Thaï lande, dans le cadre d'une campagne syndicale sans précédent contre la privatisation, les syndicats manifestent sans interruption depuis le 23 février afin d'empêcher que la compagnie d'électricité nationale EGAT soit privatisée. Des syndicats du secteur privé, des ONG, des universitaires et des cadres du secteur public soutiennent également la campagne. Le gouvernement de M. Thaksin a bien essayé, mais sans y parvenir, d'effrayer les syndicats en déclarant que la bourse s'effondrera s'il ne privatise pas, que la Thaï lande ne peut plus se permettre d'investir à nouveau dans la production d'électricité, que ce n'est qu'en privatisant que le gouvernement parviendra à mettre en place un organisme de réglementation indépendant chargé du contrôle des prix ! Enfin, le gouvernement a interdit au Responsable de l'ISP chargé des entreprises publiques de s'adresser aux manifestants(es), interdiction que les syndicats ignoreront.

Le gouvernement a ensuite tenté d'acheter les travailleurs(euses) en leur offrant d'acquérir des actions d'EGAT à un prix intéressant et en réglementant la distribution des actions de sorte que tous les Thaï landais et Thaï landaises puissent acheter des actions d'EGAT (par opposition aux privatisations précédentes où la majorité des actions avaient été acquises par des proches de M. Thaksin et par de riches investisseurs étrangers). Les syndicats ont refusé le marché et continuent de réclamer que se tienne un référendum national sur la question de la privatisation, ce que le gouvernement a trop peur d'organiser, surtout à moins d'un an des élections nationales.

28 AVRIL : UN TRAVAIL SUR ET SAIN POUR TOUS

Chaque année, le 28 avril célèbre la Journée de commémoration des travailleurs et des travailleuses où l'on se souvient de ceux qui sont morts, qui ont été blessés à la suite d'un accident de travail ou qui souffrent de maladies contractées sur le lieu de travail. Chaque année, 2 millions de personnes sont tuées, 1,2 millions de travailleurs sont blessés et 160 millions de salariés sont malades parce que leurs employeurs(euses) ont décidé que leur sécurité n'était pas une priorité. Contrairement aux militaires tombés au combat ou aux personnes décédées lors de grands accidents, il n'existe pas de commémoration publique pour ces victimes. La Journée internationale de commémoration des travailleurs et des travailleuses morts et blessés au travail se souvient d'eux et participe à la campagne pour rendre les lieux de travail plus sûrs et pour y réduire le nombre de morts, de blessés et de malades. Dans neuf pays, la Journée de commémoration des travailleurs et des travailleuses est considérée comme un jour férié national : au Pérou, en Argentine, dans les Bermudes, au Canada, au Brésil, en République dominicaine, au Portugal, en Espagne et à Taiwan. Dans neuf autres pays, des syndicats tentent d'obtenir cette reconnaissance par leur gouvernement pour 2004 : au Bénin, en République tchèque, en Finlande, en Hongrie, à Malte, au Népal, en Nouvelle-Zélande, en Roumanie et à Singapour. Le thème principal de cette année est "Un travail sûr et sain pour tous" et le second thème est la "Responsabilité des employeurs". Faites du 28 avril une journée du souvenir ! Pour obtenir des idées d'activités et de plans d'action, veuillez consulter le site : www.hazards.org/wmd. Faites-nous connaître ce que vous avez prévu pour le 28 avril à l'adresse électronique : alan.leather@world-psi.org.

LA LEGISLATION DU TRAVAIL - LA REALITE

Le Labor and Worklife Program de la Harvard Law School a envoyé un courrier à l'ISP pour nous inviter à donner notre opinion sur les relations de travail dans notre pays dans le cadre de la première Étude mondiale sur le travail (Global Labor Survey, GLS) qui analysera les pratiques de travail dans le monde entier. A l'heure actuelle, le Rapport du forum économique mondial sur la concurrence internationale demande aux dirigeants(es) d'entreprises leurs opinions quant aux conditions économiques de leur pays. Mais les experts(es) et les militants(es) du travail n'ont aucun moyen de faire connaître leurs informations sur les pratiques qui touchent les travailleurs(euses), les syndicats et les sociétés. Le Labor and Worklife Program de la Harvard Law School réalise l'Étude mondiale sur le travail pour que la communauté du travail puisse dévoiler les pratiques qui régissent travailleurs(euses) et sociétés dans le monde. L'étude se trouve sur le site : <http://gls.law.harvard.edu/> et est disponible en anglais, en français et en espagnol. L'étude est tout à fait confidentielle. Vous ne serez ni identifié ni ajouté à une quelconque liste d'adresses. Nous savons que cela prendra quelques minutes de votre temps et nous apprécions cet effort. Une fois que vous aurez vous-même répondu à cette étude, il serait également utile que vous transmettiez ce message à d'autres personnes qualifiées et que vous les encouragiez à y répondre. Le Labor and Worklife Program publiera les résultats de la première Étude mondiale sur le travail en mai 2004 et prévoit que le monde entier y prêterait attention. Vos réponses et celles des autres peuvent faire la différence lorsqu'il s'agira d'élaborer le profil du monde du travail. Merci beaucoup. Elaine Bernard, Elaine_bernard@harvard.edu et Richard Freeman, freeman@nber.org

SECTEUR PUBLIC = PAS DE POLITIQUE ?

L'Alliance de la fonction publique du Canada, affiliée à l'ISP, nous a adressé la requête suivante : Le gouvernement fédéral canadien a récemment adopté une loi sur la modernisation de la fonction publique qui, entre autres choses, traite des restrictions pour que le personnel de la fonction publique mène des activités politiques. Nous menons actuellement des consultations avec le gouvernement et nous aimerions rassembler des informations sur des restrictions d'ordre légal ou réglementaire pour les salariées(es) des services publics qui les empêcheraient de soutenir un parti politique ou un candidat(e) ou de se présenter comme candidat(e). Merci d'envoyer vos témoignages à Janice Manchee, Alliance de la fonction publique du Canada : manchej@psac.com.

DECLARATION DU GROUPEMENT "GLOBAL UNIONS" POUR LES REUNIONS DE PRINTEMPS DES INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES (IFI)

La déclaration du groupement "Global Unions" pour les réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, prévues à Washington les 24 et 25 avril 2004, est terminée. Les ministres en charge du développement ou des finances ou les gouverneurs des banques centrales assistent généralement à ces réunions. Parmi les recommandations émises par le groupement "Global Unions", on retrouve une demande pour un certain nombre d'importantes modifications des façons dont le FMI et la Banque mondiale travaillent. Les IFI peuvent répondre de façon plus rapide et plus efficace à la nécessité de changement en s'impliquant dans des échanges réguliers avec les syndicats, et particulièrement lorsque leurs interventions ont des conséquences sur les travailleurs(euses), et en prenant en considération l'issue de ces réunions lorsqu'il s'agit d'élaborer des prêts et de formuler des conseils sur les politiques au niveau national. Vous trouverez sur le site de l'ISP (www.world-psi.org) la déclaration complète.

LE RESEAU DE RECHERCHE GLOBAL UNIONS LANCE LE SITE www.GURN.INFO

Le Réseau de recherche Global Unions (GURN) s'inscrit dans le suivi du débat du millénaire des Fédérations syndicales internationales (FSI) (consultez le Flash ISP 3/04). Sur le nouveau site du GURN, www.gurn.info, vous trouverez des informations sur les accords commerciaux bilatéraux et régionaux, sur la migration et sur la gouvernance d'entreprise. Les thèmes suivants seront développés prochainement : documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté - DSRP/IFI, impact des multinationales sur les conditions de travail et les conditions sociales, stratégies mondiales des syndicats, etc.

Un bulletin régulier fournit des informations sur de nouvelles recherches, de nouveaux documents et des projets de recherche. Si vous désirez vous y abonner et faire partie de la liste des destinataires des informations du GURN veuillez envoyer un courriel à researchnet@ilo.org

LES OGM ET LA BIODIVERSITE

L'UITA a publié un article, L'attaque de l'industrie des OGM contre la biodiversité, qui est en lien direct avec la plainte des États-Unis déposée à l'OMC contre la décision de l'Union européenne d'interdire les organismes génétiquement modifiés et avec le débat plus vaste sur la relation entre l'OMC et les accords multilatéraux sur l'environnement et les droits humains internationaux en général. Le texte est disponible en anglais :

http://www.iuf.org/cgi-bin/editorials/db.cgi?db=default&ww=1&uid=default&ID=182&view_records=1&en=1

En allemand :

http://www.iuf.org/cgi-bin/editorials/db.cgi?db=default&ww=1&uid=default&ID=185&view_records=1&de=1

En français :

http://www.iuf.org/cgi-bin/editorials/db.cgi?db=default&ww=1&uid=default&ID=184&view_records=1&fr=1

Et en espagnol :

http://www.iuf.org/cgi-bin/editorials/db.cgi?db=default&ww=1&uid=default&ID=186&view_records=1&es=1

Powered by List Builder

To unsubscribe follow the link:

<http://lb.bcentral.com/ex/sp?c=12331&s=795D689FE5C3F626&m=378>